

Unité Interdépartementale 39-71  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 23 décembre 2022.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SCIERIE CHAUVIN FRERES**

Lieu-dit Les Herses  
39250 MIGNOVILLARD

Références : FC/VV/2022/L\_700  
Code AIOT : 0005904423

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement SCIERIE CHAUVIN FRERES implanté RTE DE FRASNE Route de Frasne 39250 MIGNOVILLARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du PPC.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCIERIE CHAUVIN FRERES
- RTE DE FRASNE Route de Frasne 39250 MIGNOVILLARD
- Code AIOT : 0005904423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans le travail et le traitement du bois.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention de la pollution des eaux
- Prévention des risques accidentels

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Risques chroniques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.7 et 9.2.2
9	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
10	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
11	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
12	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 1.5.1
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 9.2.3
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14
8	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 7.2.4
13	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 7.5.3

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant l'inspection, 2 non-conformités ont été relevées.

3 demandes de compléments ont également été formulées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b> Référence du constat : 12-03102018</p> <p>Rappel du constat : Demande complément : Transmettre le dossier de porter à connaissance finalisé et consolidé.</p> <p>Réponse exploitant : En complément du dossier de porter à connaissance initiale, l'exploitant transmet par courrier électronique du 8 juillet 2021 la présentation d'un nouveau projet sur le site qui consiste à mettre en place une unité de granulation.</p> <p>Observations de l'Inspection des Installations Classées : Au regard des éléments transmis et des constats réalisés sur le site et en première approche, l'inspection indique que le projet n'apparaît pas soumis à une évaluation environnementale systématique au titre de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement.</p> <p>Il apparaît cependant que le projet constituerait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une augmentation des capacités d'une installation classée, augmentation dépassant en elle-même un seuil d'enregistrement ou d'autorisation, sur un site déjà soumis à autorisation ICPE</li> <li>- une extension géographique de l'emprise du site modifiant l'usage du sol</li> </ul> <p>=&gt; ces points sont des critères nécessitant un examen dit "au cas par cas" au titre de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement pour vérifier si une évaluation environnementale serait nécessaire. Il convient donc dans un premier temps de renseigner le formulaire d'un examen au "cas par cas"</p>

et ses annexes disponibles via le lien suivant :

<http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/cas-par-cas-modalites-pratiques-du-depot-de-la-r3044.html>

Ces documents seront à adresser par courriel ou courrier à l'adresse mentionnée sur la même page.

Pour davantage d'informations sur l'évaluation environnementale, vous pouvez consulter la page Internet suivante :

<http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-environnementale-r3027.html>

L'exploitant a transmis sa demande d'examen complète le 30/07/2021.

L'arrêté préfectoral du 1er septembre 2021 portant décision d'examen au cas par cas a acté que le projet de l'exploitant n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Par courrier du 13 janvier 2022, l'inspection rappelle être dans l'attente des compléments attendus dans le cadre du porter à connaissance transmis initialement.

En particulier il a été rappelé qu'il appartenait à l'exploitant de joindre au porter à connaissance, un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-72 de ce même code.

Cette demande avait été formulé le 5 février 2019 puis renouvelé le 27 janvier 2021. Il avait également été rappelé que l'exploitant était redevable de la remise de ce dossier au plus tard le 9 décembre 2021.

Ce dossier a été transmis par l'exploitant le 11/12/2022.

L'inspection confirme le jour de la visite avoir reçu le dossier et constate que la construction des installations suivantes est en cours :

- installation de réception et de préparation des sciures et plaquettes ;
- installation de séchage (avec eau chaude produite à partir d'une chaudière biomasse ;
- installation de fabrication de granulés par pressage sur deux presses ;
- installation de stockage de granulés en vrac en silo avec aire de chargement vrac ;
- ligne d'ensachage et de palettisation ;
- bâtiment d'entreposage des produits finis conditionnés (sacs de granulés).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Risques chroniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 4.3.7 et 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des effluents aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Température : &lt;30°C</li><li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5</li></ul> <p>L'exploitant procédera, une fois par an, à une analyse des eaux en sortie du bassin de régulation. L'eau prélevée fera l'objet de mesures de substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution.</p> <p>PAC : Le procédé de séchage générera 3 tonnes d'eau par heure (3 m3/h) dont le pH sera contrôlé (et ajusté si besoin) avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales du site. Une faible partie de cette eau sera réintroduite dans le procédé de granulation.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection consulte en séance les résultats des analyses effectuées en sortie du bassin de régulation et constate que les paramètres pH et Température ne font pas l'objet d'analyses.  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente les mesures réalisées sur le paramètre pH au niveau de l'aire d'aspiration des grumes.  L'inspection rappelle la nécessité de procéder à des mesures similaires en sortie de bassin conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.  Non-conformité n°1 : Les analyses réalisées annuellement en sortie de bassin de régulation ne portent pas sur les paramètres pH et Température.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines par l'intermédiaire de 3 piézomètres, 2 implantés en aval et un en amont du site.  Deux fois par an à minima, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans les eaux souterraines.  Les polluants recherchés sont soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées qui veillera à ce que les modalités de surveillance soient conformes aux recommandations du groupe de travail mis en place au niveau régional et qui associe la DIREN, la DRIRE, les représentants des scieurs et les bureaux d'études concernés.  Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.  Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations, et le cas échéant, des mesures prises et envisagées.
<b>Constats :</b> Le déplacement du bac de traitement s'est accompagné d'une extension du réseau de surveillance des eaux souterraines : deux piézomètres supplémentaires (PZ4 et PZ5) ont été créés, portant à six le nombre de points de prélèvement (cinq piézomètres et la sortie du bassin de décantation).  Les points de contrôle PZ1, PZ2 et PZ3 ne présentent pas de trace de contamination significative en pesticide ou en hydrocarbure lors de la dernière campagne de prélèvement réalisée le 29 juin 2022. La mesure en PZ2 est à la limite du seuil de détection.  Les valeurs de propiconazole mesurées en PZ4 et PZ5 sont à la limite du seuil de détection et montrent une nette diminution par rapport à la campagne précédente de 2021. Sur ces deux piézomètres, il n'y a plus de détection d'hydrocarbures.  Les valeurs du bassin de décantation sont toutes en diminution par rapport à la campagne précédente.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle la nécessité de transmettre les résultats des mesures réalisées tous les semestres et de mettre en place des mesures spécifiques en cas d'augmentation des concentrations relevées lors de ses campagnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement.</p> <p><b>Constats :</b> dans le dossier de porter à connaissance de l'exploitant, la possibilité de remplacer les deux réserves enterrées au nord-ouest par une réserve de 250 m3 dans la citerne aérienne de sprinklage (qui présentera un volume total de 800 m3) est évoqué. Un dispositif automatique garantirait la disponibilité de cette ressource pour maintenir en permanence deux poteaux en charge, qui seraient implantés au nord-ouest. Si cette solution était retenue, elle serait soumise au SDIS pour avis.</p> <p>Interrogé sur ce point lors de la visite, l'exploitant indique que la réserve de 250 m3 dans la citerne aérienne de sprinklage a été ajoutée sans que les réserves enterrées n'aient été supprimées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des mesures correctives prises.</p> <p><b>Constats :</b> l'inspection a consulté le jour de la visite le dernier rapport de contrôle des installations électriques. Ce dernier qui date de 2022 fait état de 15 observations. L'exploitant fait appel à un électricien tous les ans pour mettre en place des mesures correctives au regard des observations relevées dans le rapport de contrôle.</p> <p>L'inspection a également consulté les documents Q18 et Q19 délivrés à l'établissement.</p> <p>Le Q18 indique que la vérification des installations électriques a été réalisée sur l'ensemble des installations du site et que celles-ci ne peuvent entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>L'inspection rappelle alors à l'exploitant la nécessité de poursuivre ses efforts en matière de prises en compte des observations relevées dans les rapports de contrôle des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du Risque Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.  L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. <b>Constats :</b> l'exploitant indique qu'une nouvelle analyse du risque foudre a été réalisée dans le cadre du projet d'unité de granulation.  Il n'est pas en mesure de présenter cette étude le jour de la visite.  Demande de complément n°1 : transmettre la dernière Analyse du Risque Foudre (ARF) réalisée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude technique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.  Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.  Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.  Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. <b>Constats :</b> selon l'exploitant, une nouvelle étude technique foudre a été réalisé dans le cadre du projet d'unité de granulation.  Il n'est pas en mesure de présenter cette étude le jour de la visite.  Demande de complément n°2 : transmettre la nouvelle étude technique foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 11 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> L'inspection rappelle le jour de la visite que l'exploitant doit, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, installer les dispositifs de protection et mettre en place les mesures de prévention préconisées.  Demande de complément n°3 : Informer l'inspection de la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre préconisés dans la nouvelle étude technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p><b>Constats :</b> l'exploitant indique qu'aucune vérification visuelle ou complète des installations de protection contre la foudre n'a été réalisée sur le site par un organisme compétent.</p> <p>Un nouvel organisme à néanmoins été mandaté par l'exploitant afin de procéder à ces vérifications sur l'ensemble de ses installations.</p> <p>L'inspection rappelle la nécessité de le faire et d'intégrer les nouvelles installations mises en place dans le cadre du projet d'unité de granulation à ces vérifications.</p> <p>Non-conformité n°2 : absence de vérification complète par un organisme compétent des installations de protection contre la foudre</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du personnel de l'établissement est formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b> Référence du constat : 12-03102018  Rappel du constat : non-conformité : L'article 7.5.3 de l'AP de 2008 prévoit que l'ensemble du personnel soit formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et que des exercices soient organisés pour l'entraînement du personnel au moins une fois par an.  Réponse exploitant : une formation d'une partie du personnel a été réalisée par la société DESAUTEL le 26/06/2019. Un exercice a été réalisé par cette société le même jour sur le site. Par courrier électronique du 18 décembre 2019, l'exploitant indique que dans la continuité de la formation incendie effectuée en 2019, il procédera chaque année à des formations d'environ 8 personnes par rotation afin que le personnel soit formé sur plusieurs années.  Observations de l'Inspection des Installations Classées : l'exploitant n'a pas procédé à la poursuite de ces formations cette année en raison de difficultés liées au contexte sanitaire et n'a pas réalisé de nouvel exercice. Il indique cependant que des mesures compensatoires ont été mises en place sur le site notamment en matière d'extinction. L'inspection indique que ces mesures compensatoires pourront utilement être évoquées dans le dossier de porter à connaissance en cours de finalisation.  L'exploitant a présenté ces mesures compensatoires dans son dossier de porter à connaissance.  L'inspection indique que ces mesures seront intégrées dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire en cours d'élaboration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet